

Délibération n° 2020-12-03/17

Objet : Vote sur le principe de la délégation de service public pour la fourrière automobile

**EXTRAIT DU REGISTRE DES DELIBERATIONS DU CONSEIL MUNICIPAL
SEANCE DU JEUDI 3 DÉCEMBRE 2020**

L'an deux mille vingt, le jeudi trois décembre, le Conseil municipal de la commune de Pérols (Hérault), régulièrement convoqué le vendredi 27 novembre 2020, s'est réuni à 19 h, à titre exceptionnel et après information au Préfet salle Yves Abric, place Fanfonne Guillierme, dans le respect des règles de sécurité sanitaires et de distanciation sociale nécessaires à la lutte contre la propagation de l'épidémie de Covid-19, sous la présidence du Maire, Monsieur Jean-Pierre RICO.

La séance a été publique.

Nombre de membres en exercice : 29

Nombre de membres présents : 27

Secrétaire de séance : Laurie BELTRA

Présents : Jean-Pierre RICO

Mario MARCOU - Jocelyne TAVERNE - Marc PELLET - Bernadette CONTE-ARRANZ - Xavier MIRAULT
Christiane PISTRE - Olivier BOUDET - Françoise BERTOUY - Jean-Marc MALEK - Maryline BENEDETTI
Brigitte RODRIGUEZ - Michel LITTON - Jean-Marc LEÏENDECKERS - Francine BOYER - Patricia NIVASSE
Pascale MARCHAL - Fabrice IRANZO - Benoît DELTOUR - Romain CASAS-MATEU - Laurie BELTRA
Philippe CATTIN-VIDAL - Laurent CHAMARD-BOIS - Isabelle GIANIEL - Laurent TATON - Caroline SAROCHAR - Cathy PROST.

Absente excusée : Colette MORETEAU pouvoir à Christiane PISTRE - Véronique CHIREUX pouvoir à Isabelle GIANIEL.

Le quorum étant atteint, conformément à l'article 6 - IV de la loi n°2020-1379 du 14 novembre 2020 autorisant la prorogation de l'état d'urgence sanitaire et portant diverses mesures de gestion de la crise sanitaire, l'assemblée peut délibérer.

Monsieur Marc Pellet, adjoint délégué aux finances, à la commande publique et au contrôle de gestion, rapporte :

Par délibération n°2018-11-29/14 du 29 novembre 2018, le service public de fourrière automobile avait été concédé à la société SADRA SUD, sise 5 C avenue du 3^{ème} Millénaire à Saint Thibéry (34630) pour une durée de 6 ans, à compter du 16 janvier 2019.

Compte tenu de la résiliation pour faute grave de cette délégation en date du 23 octobre 2020 suite à d'importants manquements aux obligations contractuelles du délégataire, la ville de Pérols doit à nouveau se positionner sur le choix de gestion de ce service public :

- soit en renouvelant la délégation de la gestion du service public à une entreprise dont la rémunération est substantiellement liée aux résultats de l'exploitation du service. Dans ce cas l'entreprise assure l'exploitation du service délégué à ses frais, risques et périls,
- soit en assurant la gestion du service public en régie. La commune assure alors, par ses propres moyens, financiers, humains et matériels, l'exploitation des installations et assure l'entière responsabilité juridique et financière du service.

Sur les moyens matériels et humains nécessaires, la commune ne possède pas à ce jour de terrain aménagé (de superficie adéquate, sécurisé et surveillé selon les réglementations en vigueur) ni le matériel spécifique (déplacement de toute sorte de véhicules) nécessaire pour reprendre cette activité en régie. Par ailleurs, les contraintes de service sont fortes (7/7 jours et 24/24 heures) et nécessitent l'intervention de personnels techniques formés et de l'obtention préalable de la qualité de « gardien de fourrière » par agrément préfectoral, conformément à l'article R 325-24 du code de la route, après avis de la commission départementale de la sécurité routière.

Sur l'intérêt du recours à une gestion déléguée, le recours à un délégataire permet de disposer d'un opérateur spécialisé disposant des moyens matériels et humains adéquats et conformes aux prescriptions réglementant cette activité spécifique.

Sur le mode de délégation, la délégation de service public est le mode de gestion le plus adapté puisque le délégataire assure, avec ses propres moyens, l'exploitation du service et perçoit, de la part des usagers des frais de « mise en fourrière » dans les limites fixées par arrêté ministériel. La rémunération par la commune n'intervient que pour les cas d'enlèvement d'un véhicule dont le propriétaire reste inconnu ou introuvable ou pour un simple déplacement de véhicule. Le délégataire exploite le service sous le contrôle de la commune et doit rendre compte de sa gestion.

Cette convention aura pour objet :

- l'enlèvement des véhicules dont la circulation ou le stationnement, en infraction au code de la route, aux règlements de police ou à la réglementation des assurances, compromettent la sécurité ou le droit à réparation des usagers de la route, la tranquillité ou l'hygiène publiques, la conservation ou l'utilisation normale des voies ouvertes à la circulation publiques ou de leurs dépendances, et qui peuvent, dans les cas et conditions précisés par le décret prévu à l'article L 325-3 du code de la route, être immobilisés, mis en fourrière, retirés de la circulation, et le cas échéant, aliénés ou livrés à la destruction,
- la mise en fourrière des véhicules laissés en stationnement en un même point de la voie publique, ou ses dépendances, d'une durée excédant sept jours consécutifs,
- l'enlèvement et la garde des épaves stationnées sur le domaine public, considérées comme des encombrants et désignées comme des véhicules ne pouvant plus être utilisés pour leur destination normale, et sur tout domaine privé (parking - terrain...) lorsque le propriétaire du véhicule ou du terrain, après mise en demeure, ne s'est pas exécuté.

Il est proposé au Conseil municipal de bien vouloir :

- ✦ Se prononcer sur le principe de la délégation de service public en application de l'article L 1411-4 du CGCT et autoriser le recours à ce mode de gestion pour la fourrière automobile, pour une durée de 6 ans selon les stipulations du rapport de présentation du projet de convention ci-joint,
- ✦ Autoriser Monsieur le Maire à lancer la procédure de passation de la délégation de service public en application des articles L 3120-1 à L 3126-3 et R 3121-1 à R 3126-14 du code de la commande publique.
- ✦ Préciser que le Conseil municipal sera appelé à se prononcer, à l'issue de la procédure de consultation et de négociation, sur le choix du délégataire et le contrat de délégation.

Après en avoir délibéré, à l'issue d'un vote à main levée, le Conseil municipal adopte la présente délibération à l'unanimité des voix.

La présente délibération peut faire l'objet d'un recours pour excès de pouvoir devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou de sa notification et de sa réception par le représentant de l'Etat.

Fait à Pérols,
pour extrait conforme le 3 décembre 2020
Le Maire
Jean-Pierre RICO

